

Nous devons aussi considérer nos ressources naturelles et nous demander à qui elles appartiennent. Pour moi, ce devrait être au peuple canadien. Et l'exploitation de ces ressources naturelles, comme l'ont souligné les premiers ministres Blackeney, Schreyer et Barrett, devrait être nationalisée et contrôlée par Ottawa et les provinces afin que les profits restent au Canada et que toute l'économie soit planifiée au bénéfice de tous les Canadiens. Les ressources naturelles du Canada devraient être transformées au Canada pour donner du travail à des Canadiens.

Il est temps aussi que nous nous occupions de nos sociétés financières et des investissements au Canada que le peuple canadien, par le truchement de notre gouvernement fédéral, de nos provinces et de nos municipalités, puisse décider de la manière dont le capital canadien devrait être investi. Il nous faut prendre la décision et ne pas nous en remettre aux sociétés multinationales du soin de décider où il devrait être investi.

Nous avons besoin d'un plan national de développement afin de parvenir à une croissance équilibrée, à une répartition de la croissance dans tout le Canada. Les gens de Toronto, de Vancouver et de Montréal, en général, se préoccupent de la croissance de leur pays comme de leur ville. Mais il y a d'autres régions, comme les Prairies, le Nord, les provinces de l'Atlantique et certaines régions du Québec, qui ont besoin de croissance, d'emplois et d'un développement accru. La seule façon de réaliser ce développement, c'est que les Canadiens, et les gouvernements qui les représentent, prennent les décisions relatives aux investissements, et non pas le secteur privé.

Si l'on veut équilibrer les forces au Canada, il va falloir imaginer un réseau de transport qui supprime les inégalités et les irrégularités actuelles du tarif-marchandises. Nous avons également besoin d'une économie agricole solide garantissant aux agriculteurs des prix qui leur permettent de vivre plus décemment. Voilà, monsieur l'Orateur, ce que préconise notre parti.

Nous parlons d'une société plus égalitaire, dans laquelle tout Canadien, peu importe la couleur de sa peau, son sexe, sa ville d'origine, à Toronto ou dans le Nord du Québec, aura des chances égales de bénéficier des avantages qu'offre notre pays. Nous ne voulons pas simplement parler de chances égales pour la forme ou pour nous payer de mots. Nous voulons parler de conditions égales au départ pour les gens de toutes les régions du pays. Voilà, monsieur l'Orateur, de l'avis de notre parti ce qu'il y a lieu de changer, ce qui manque dans le budget d'aujourd'hui.

● (2120)

M. Arnold Malone (Battle River): Monsieur l'Orateur, j'estime, pour ma part, que chaque député doit être aussi constructif et positif que possible dans tout débat qui se déroule en cette enceinte. Partant de ce principe, j'avais l'intention d'analyser l'exposé budgétaire que faisait le ministre des Finances (M. Turner) dans la soirée du 23 juin, en vue de faire ressortir son apport constructif et de l'en féliciter. C'était une tâche redoutable. Un discours positif en réponse au budget du 23 juin prendrait environ 23 secondes.

En toute sincérité, toutefois, il est incontestable que le ministre des Finances a clairement identifié certains problèmes qui se posent à la société canadienne à l'heure

Budget—M. Malone

actuelle. Une analyse soignée de son discours révélera que le ministre a mis le doigt sur les nombreux graves problèmes auxquels les Canadiens font face.

Toutefois, il n'a pas poussé sa recherche et il n'a offert, notamment, aucun secours aux citoyens âgés du Canada, ceux à revenus fixes, et aux 20 p. 100 de Canadiens qui sont considérés comme des pauvres selon les normes internationales.

Même si j'ai adressé quelques mots de félicitation au ministre pour ses efforts en vue de régler les problèmes actuels, je crains de ne pouvoir en faire davantage. D'une part, l'exposé budgétaire du 23 juin a mis en lumière bon nombre des graves problèmes qui se posent aux Canadiens, mais les solutions propres à résoudre ces problèmes dans presque tous les cas ne sont pas praticables ou, en fait, aggraveront la situation. Même si le ministre devait obtenir la plus haute note pour avoir reconnu les problèmes les plus graves, il ne serait que juste de lui donner zéro pour les solutions qu'il a offertes.

Je vais maintenant analyser les parties de l'exposé budgétaires pour tenter d'illustrer l'application de mauvaises méthodes à certains besoins énoncés correctement.

Le ministre a commencé son discours en déclarant:

La préparation de ce budget n'a pas été chose facile.

Si le ministre trouve que son budget n'a pas été facile à préparer, il aurait dû essayer de l'écouter. Il nous a dit aussi:

La récession mondiale a freiné notre expansion économique.

En réalité, ce qu'il aurait dû nous dire, c'est que notre économie a freiné notre expansion économique. Le même ministre, en préparant cinq budgets successifs, a fini par se prendre dans son propre filet, à tel point que les Canadiens ne savent plus du tout où ils en sont.

A la première page de son exposé budgétaire, le ministre a déclaré:

Le revenu disponible du Canada moyen reste élevé.

Le but de la déclaration était de remonter le moral du public canadien. Toutefois, même la personne la plus insensible ne doit pouvoir s'empêcher de demander, et après? Qu'importe si le revenu net moyen est élevé, si les indigents, les citoyens âgés et tous ceux qui ont un revenu fixe sont enfermés dans une révoltante camisole de force économique. Se laisser convaincre par le calcul des moyennes veut simplement dire que le ministre des Finances a choisi de négliger une extrémité de l'échelle sociale. Il n'y a aucun doute que, si le ministre avait la tête dans le foyer et les pieds sur un bloc de glace, il conclurait qu'il est, en moyenne, assez confortable. Proclamer que le revenu net moyen reste élevé est admettre à la Chambre que l'on se soucie peu du sort économique des personnes âgées et de tous les autres touchant un revenu fixe. C'est un aveu terrible et le fait est que le budget ne leur apporte aucun espoir.

J'aimerais continuer à analyser les observations faites par le ministre à la première page de son exposé. Il a déclaré:

D'importants problèmes se posent aussi dans le domaine de l'énergie. Nous sommes très conscients des effets défavorables, à court terme, d'une flambée des prix intérieurs du pétrole et du gaz naturel... Nous devons tenir compte de la nécessité, à long terme, de mettre en valeur de nouvelles sources d'approvisionnement au Canada et d'encourager une consommation modérée de ces ressources rares.